



Déclarations et Discours

N° 85/6

BESOIN URGENT D'UNE RÉFORME PACIFIQUE EN AFRIQUE DU SUD

Discours prononcé par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le Très Honorable Joe Clark, devant la Société royale du Commonwealth, à Londres, le 29 juillet 1985.

Je suis ici à double titre. D'une part, j'ai maintenant l'honneur d'être à la tête du Ministère où s'est distingué Arnold Smith; les Canadiens sont donc particulièrement fiers de célébrer l'anniversaire et le succès du Secrétariat du Commonwealth.

En deuxième lieu, je suis un converti à la cause du Commonwealth. J'étais sceptique au départ et je croyais qu'un club d'anciennes colonies excellerait davantage dans les beaux discours que dans les gestes concrets; mais l'expérience du Commonwealth à l'œuvre m'a ouvert les yeux. J'ai représenté le Canada à la réunion des chefs de gouvernement de Lusaka, lorsque les premiers ministres de la Grande-Bretagne, de la Tanzanie et de la Zambie, avec l'appui du reste d'entre nous, en sont arrivés à un accord sur le Zimbabwe. Il s'agissait là d'un geste concret, pas d'un beau discours — d'un geste historique reflétant un grand courage et le sens du compromis. Bon nombre de dirigeants ont contribué à ce résultat, mais je pense qu'il convient de souligner la détermination et la sagacité particulières du premier ministre de la Grande-Bretagne, qui a choisi le moment propice pour faire franchir un pas en avant à son pays et au Commonwealth sur cette question cruciale. Cet exemple devrait nous rappeler que le Commonwealth peut être un instrument de changement profond, si ses membres travaillent constamment ensemble.

Cette détermination à travailler ensemble de cette façon est plus importante maintenant que jamais auparavant, non seulement en raison des problèmes urgents auxquels nous sommes actuellement confrontés, mais aussi parce que le monde a besoin d'institutions internationales qui fonctionnent. Si je peux me permettre de manquer de modestie au nom de mon pays, le Canada est bien placé pour faire ce genre d'observation. Par l'intermédiaire des gouvernements des deux partis qui se sont succédé pendant quarante ans, les Canadiens ont contribué de façon particulièrement active à l'établissement de l'ordre international — que ce soit en Indochine ou à Chypre, et dans des domaines aussi divers que le développement, le contrôle des armements, la crise des réfugiés et de la famine, ou encore de la préparation de nouveaux régimes de droit international. Je ne sais pas ce que cette attitude révèle de notre caractère, mais elle témoigne de notre prudence, parce que nous savons que les intérêts et la sécurité du Canada dépendent des progrès constants réalisés contre la pauvreté et les préjugés, la peur et l'intolérance, ennemis de l'ordre international.

Personne n'est à l'abri des troubles. La bombe qui a explosé à l'aéroport de Narita était dans une valise en provenance du Canada. L'affaiblissement des arrangements commerciaux internationaux a coûté des emplois aux Canadiens. Les conflits locaux qui s'étendent ou que des rivalités plus grandes viennent empoisonner menacent au même titre notre sécurité à tous.

Il n'y a rien de neuf à propos de ces observations si ce n'est, peut-être, que nous les entendons maintenant si souvent que nous ne leur accordons plus l'importance qu'elles méritent. Il y a quarante ans, douloureusement conscients de la dévastation que peut causer la guerre, les dirigeants mondiaux ont établi le système des Nations Unies. La plupart des succès qui ont marqué notre histoire depuis cette date sont le fait d'alliances : l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), la Communauté européenne et une multitude d'arrangements de portée plus locale, qu'il s'agisse de regrouper les nations de l'Asie du Sud-Est ou de maintenir la paix à Chypre ou dans le Sinai.

Traumatisés par la guerre, nous avons trouvé des moyens de travailler ensemble. Aujourd'hui, protégés par une paix relative, nous nous éloignons lentement du système international qui a contribué à bâtir cette paix. Les États-Unis, la Grande-Bretagne et Singapour, après avoir dûment pris en considération leurs intérêts nationaux, ont annoncé leur intention de se retirer de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO); l'Inde, le Brésil et d'autres pays s'opposent au renouvellement des négociations commerciales multilatérales. La Grèce remet en cause son rôle au sein de l'OTAN. Au lieu de faire preuve de leadership, la Communauté européenne se distingue par sa bureaucratie et ses différends, l'Assemblée générale par sa cacophonie, le Conseil de sécurité par son impuissance délibérée. En Amérique centrale, le processus de Contadora semble au point mort. En Namibie, le Groupe de contact, y compris le Canada, n'a pris aucune initiative efficace. Tandis que les bombes tuent des préposés aux bagages et que la prise d'otages à Beyrouth est traitée comme un roman-feuilleton, toutes les nations civilisées déplorent le terrorisme mais elles mettent du temps à trouver des moyens pratiques de le combattre.

Malgré cette tendance, il y a bien entendu de nouvelles initiatives internationales sérieuses : la réaction face à la famine en Éthiopie, la possibilité encourageante d'un Sommet des pays francophones et l'importance qu'on accorde maintenant à la lutte contre le terrorisme et le trafic des stupéfiants.

Et il y a aussi des succès éclatants, rarement évoqués. J'ai passé une partie de la semaine dernière dans un camp de réfugiés, juste à l'intérieur de la frontière thaïlandaise, où l'Organisation de secours des Nations Unies dans la zone frontalière travaille avec quelques-uns des gens les plus braves qu'il m'ait été donné de rencontrer — des Cambodgiens chassés de leur foyer qui, avec l'aide cet organisme, luttent contre l'analphabétisme et œuvrent à rétablir la santé et l'espoir malgré les bombardements vietnamiens.

La machine mondiale continue de tourner. Chaque année, le Fonds international des Nations Unies pour le secours à l'enfance (UNICEF) arrache 400 000 enfants à la mort due à la malnutrition et à la maladie. Des accords internationaux permettent petit à petit d'alléger le fardeau écrasant de la dette du Mexique et du Brésil, comme ce fut le cas pour l'Inde il y a quelque temps. Les guerres locales ont fait un nombre incalculable de victimes et les atrocités se répètent jour après jour en Afghanistan, en Afrique du Sud, au Cambodge et au Chili, mais il est remarquable de constater que, de 1945 à 1985, nous avons réussi à éviter les guerres mondiales qui ont détruit le monde à deux reprises durant les quatre décennies qui ont précédé la fin de la Seconde Guerre.

Mais on ne sauve pas des enfants, on ne rééchelonne pas une dette, on n'évite pas une guerre mondiale par accident. Ce travail des plus difficiles exige, outre le dévouement, un engagement continu vis-à-vis des institutions et des systèmes internationaux.

Ce qui m'amène directement au Commonwealth, dont les succès sont tout particulièrement importants à une époque où d'autres institutions internationales éprouvent divers ennuis, mais aussi où le scepticisme et la complaisance sont à l'honneur.

Il est juste de dire que le Commonwealth de l'après-guerre s'est vraiment imposé avec la création du Secrétariat en 1965. Il a alors trouvé son mandat en mettant en œuvre des programmes d'aide et de développement qui ont été couronnés de succès et il s'est trouvé une vocation nouvelle dans le rôle actif qu'il a assumé en facilitant le processus d'accession du Zimbabwe à l'indépendance. Dans ce cas, tout comme pour l'Accord de Gleneagles, le Commonwealth a montré qu'il était capable d'opérer un changement politique d'importance. Cette capacité, qu'il faut utiliser avec circonspection, montre que notre association sait passer aux actes une fois les discours prononcés. Il en va ainsi des progrès plus discrets réalisés sur d'autres fronts : la survie des petites nations insulaires; les études novatrices sur le système commercial et financier international et sur la dette dans les pays en développement; la constitution de près de 300 organisations non gouvernementales du Commonwealth.

Je trouve excellente l'idée de réunir les ministres du Commonwealth de façon informelle tout juste avant la tenue de grandes conférences des Nations Unies pour voir si notre famille pourrait trouver un terrain d'entente qui risquerait d'échapper à des assemblées plus nombreuses. C'est ainsi qu'une consultation spéciale des pays du Commonwealth au sein de l'UNESCO a servi à faire progresser et à mettre en perspective le processus de réforme nécessaire dans le cas de cette organisation. La réunion des ministres du Commonwealth chargés de la condition féminine, tout juste avant la Conférence marquant la fin de la Décennie de la femme à Nairobi, a aidé à concentrer l'attention sur les questions fondamentales de l'accès à la technologie et au crédit et de la propriété foncière.

Cette pratique tire parti des deux caractéristiques qui font du Commonwealth une association dont les entreprises sont couronnées de succès. La première caractéristique réside évidemment dans le fait que notre action transcende les océans, les langues, les races et les conditions de développement. La deuxième caractéristique, tout aussi importante, tient précisément au fait que nous avons cultivé l'habitude de travailler ensemble, et de regarder au-delà des différences plutôt que de chercher à nous y réfugier. Pour revenir à ma propre expérience, la conférence de Lusaka a été l'une des trois rencontres auxquelles j'ai assisté cet été-là. Elle a été précédée du Sommet économique à Tokyo, auquel la Grande-Bretagne et le Canada ont participé, et suivie de la réunion des pays non alignés à La Havane, à laquelle la Grande-Bretagne et le Canada n'ont pas participé, quoique bon nombre des autres membres du Commonwealth y étaient présents. De ces trois réunions, c'est à Lusaka que la rhétorique a été la moins virulente et la perspective, la plus ouverte. Cette capacité de trouver des terrains d'entente, dans un monde tenté par les extrêmes, est ce qui fait du Commonwealth une association d'une valeur inestimable.

Évidemment, notre plus grand défi à l'heure actuelle consiste à appliquer cette tradition pour marquer

des points contre ce fléau qu'est l'*apartheid*. Bon nombre de nos gouvernements nationaux ont pris, à titre individuel, des mesures à l'endroit de l'Afrique du Sud. Au début du mois, j'ai annoncé une série de mesures que le gouvernement du Canada avait décidé de prendre : dénoncer notre accord de double imposition et mettre un terme à notre assurance globale des exportations; resserrer notre code de conduite et demander la publication de rapports sur le respect de ce code de conduite; interdire les exportations de matériel sensible, comme les ordinateurs, et accroître de façon marquée notre financement de l'éducation et de la formation des Noirs en Afrique du Sud et au Canada. Dans notre cas, ces mesures et d'autres encore étaient les premiers résultats de la revue gouvernementale de la politique du Canada vis-à-vis de l'Afrique du Sud. J'ai indiqué clairement que d'autres mesures suivraient, et qu'elles seraient examinées en étroite consultation avec d'autres membres du Commonwealth.

L'ancien premier ministre du Canada, M. John Diefenbaker, a été l'un des principaux artisans de la décision prise par la conférence du Commonwealth en 1961 d'expulser l'Afrique du Sud. Il a indiqué, à l'époque, que la porte resterait toujours entrouverte et que le Canada chercherait à renouer ses anciennes relations avec ce pays lorsque la politique d'*apartheid* serait abandonnée et que tous les Sud-Africains recevraient le même traitement selon les lois et la constitution de ce pays.

Cette conférence se déroulait il y a presque un quart de siècle, mais en Afrique du Sud, l'*apartheid* continue et la violence augmente, au même rythme que grandit dans mon pays la répulsion à l'endroit de cette ségrégation. Nous sommes incapables d'accepter le fait que la majorité des Sud-Africains doivent rester en marge de la société, être privés de dignité et des droits les plus fondamentaux, être harcelés par la police, être mis en détention de façon arbitraire, être privés de leur citoyenneté, être séparés de leurs familles et n'avoir, dans les faits, aucune voix au chapitre dans la gestion des affaires de leur propre pays.

Dans les quelques semaines à venir, l'Afrique du Sud sera probablement le témoin d'une violence encore accrue, que les autres pays condamneront encore une fois. Le pire serait de voir le fossé des solitudes s'élargir davantage encore et la violence s'aggraver. Le rôle premier du Commonwealth et de ses pays membres est de se diriger vers des réformes qui permettront à la fois de mettre fin à l'*apartheid* et de rebâtir les liens avec l'Afrique du Sud.

On ne peut jamais mesurer de façon certaine le poids de l'opinion internationale. Nous devons supposer que les leaders des secteurs public et industriel d'Afrique du Sud désirent l'harmonie et non l'hostilité entre leur pays et le reste du monde, et nous devons nous souvenir que notre objectif principal est de changer les opinions et les comportements à l'intérieur même de l'Afrique du Sud.

Il nous faudra pour cela faire preuve d'une grande fermeté dans notre condamnation de l'*apartheid* et être déterminés à trouver les moyens de réunir toutes les parties intéressées dans une même réforme.

L'évêque, Monseigneur Tutu, s'est offert à rencontrer le président de la République d'Afrique du Sud. J'applaudis cette initiative et je ressens un certain encouragement face à ce qui peut être interprété comme une réponse positive de la part des autorités sud-africaines. D'autres mesures du genre de la part de l'Afrique du Sud permettraient à la situation de progresser et réduiraient les risques de violence.

C'est d'abord avec les leaders qui ont la confiance de la communauté noire qu'il faut engager un dialogue sérieux. La libération de Nelson Mandela et sa participation à un tel dialogue constitueraient un pas important vers la confiance et la réforme pacifique.

Le gouvernement du Canada demande instamment à l'Afrique du Sud de mettre fin aux arrestations et aux détentions sans procès de ceux qui ont organisé des protestations non violentes ou qui y ont participé. L'emprisonnement de centaines de personnes ne constitue pas le moyen idéal d'amorcer un dialogue. Ceux qui sont détenus et forcés au silence ne peuvent ni contribuer à la réconciliation ni aider à instaurer une association juste et véritable. Dans l'intérêt d'une réforme pacifique et en tant que prélude à un dialogue ouvert, nous sollicitons de façon pressante le gouvernement d'Afrique du Sud de déclarer sans équivoque que son objectif est de mettre fin à l'*apartheid* et de le remplacer par un système fondé sur l'égalité et la pleine participation.

Personne ne se méprend sur la détermination du Commonwealth de mettre fin à l'*apartheid*. Cette détermination reste d'une clarté indubitable. Nous faisons face à une responsabilité nouvelle, maintenant que les événements prennent une nouvelle tournure et que le choix se limite entre une réforme violente et une réforme non violente. Cette responsabilité est d'explorer chaque voie qui pourra nous mener rapidement à la réforme et de faire appel à notre influence et à notre expérience particulières afin de préparer l'avenir, une fois l'*apartheid* démantelé.

Le Commonwealth en tant qu'organisation pourrait décider de prendre certaines mesures : chercher à découvrir si lui-même ou certains de ses membres peuvent contribuer à ouvrir le dialogue entre le gouvernement sud-africain et ceux qui s'y opposent, en offrant, par exemple, l'occasion de discussions préparatoires. S'il existe une possibilité quelconque d'ouvrir la porte à des échanges pacifiques, nous ne devrions pas nous laisser arrêter par crainte de l'échec.

Nous ne devons pas non plus présumer que l'Afrique du Sud résistera toujours à une réforme véritable. Les mesures prises récemment pour accorder aux Noirs le droit de résidence permanente dans certains quartiers urbains et la suspension des arrestations sommaires sont, au moins, des signes d'un écart par rapport à certaines pratiques du passé. Nous préconisons une réforme fondamentale, mais soulignons également le fait que, selon nous, un changement d'orientation est possible à l'intérieur de l'Afrique du Sud et dans les relations entre l'Afrique du Sud et les autres pays. Bien entendu, la perspective du changement pourra en effrayer certains. Nous devons donc encourager le sentiment qu'il est préférable d'abandonner les conflits et d'entamer une collaboration réelle avec tous les Sud-Africains et le reste du monde, plutôt que de persister dans l'attitude actuelle. Le Commonwealth a diverses fonctions, dont celle de garder la porte entrouverte à l'Afrique du Sud, d'encourager et de faciliter la réforme, tout en entretenant l'espoir de la réconciliation une fois que l'*apartheid* aura été condamné et démantelé.